

L'économie canadienne en bref

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

MAR 5 1990

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOUR À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

L'économie canadienne est l'une des plus saines du monde. Pleinement intégrée au système mondial, elle fait du Canada la septième grande nation commerçante parmi les économies de marché du monde industrialisé et un partenaire actif dans le domaine de l'investissement international. Entre 1983 et 1988, le produit intérieur brut du Canada (PIB) a progressé à un taux annuel moyen de 4,7 %, soit plus rapidement que celui de n'importe quel pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Bien que le taux de croissance ait connu un ralentissement au cours du premier semestre de l'année 1989, le PIB poursuit sa croissance au taux respectable de 3,1 %. Les exportations canadiennes ont également connu une forte croissance entre 1983 et 1988, puis une baisse au début de l'année 1989. Le Canada est depuis longtemps un importateur de capitaux, mais l'investissement canadien direct à l'étranger a connu un accroissement important au cours des dernières années, passant de 37,8 milliards de dollars en 1983 à 60,5 milliards en 1988 (selon les données préliminaires), soit une augmentation de 60 %.

Bien que la croissance ne soit pas aujourd'hui ce qu'elle était durant la phase brillante des années 83 à 88, l'économie canadienne offre toujours des surprises agréables, même après sept années d'expansion.

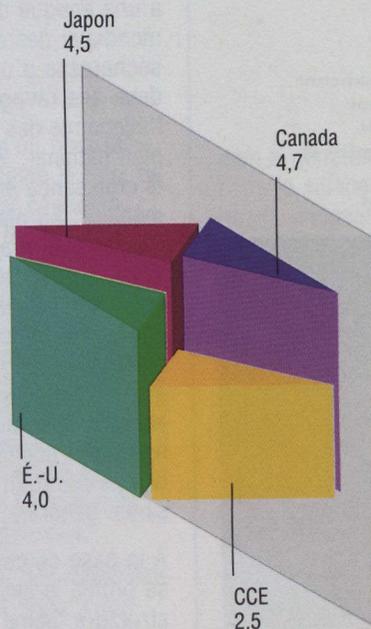
Un fait est évident, et c'est l'attrait que les perspectives canadiennes offrent pour les investisseurs internationaux,

qui continuent d'enrichir sur le dollar canadien en investissant dans des participations, des créances et de l'immobilier canadiens. Mais une large part de cette activité découle avant tout de la conviction que le Canada ne peut que tirer profit de son accès

inquiétantes. Conséquemment, les taux d'intérêt ont augmenté considérablement au cours de 1989.

La politique budgétaire a été utilisée pour contrer l'inflation, même si elle est soumise à des contraintes. Le gouvernement canadien, par

PIB et PNB réels 1984-1988: Communauté économique européenne (CEE), États-Unis, Japon et Canada



Taux de croissance annuels moyens (%)

Source: OCDE

préférentiel au marché des États-Unis, résultat de l'Accord canado-américain de libre-échange (ALE) qui est en existence depuis un an, et des perspectives à long terme pour beaucoup des exportations canadiennes.

Mais des incertitudes demeurent. La Banque du Canada a essayé de contenir certaines des pressions inflationnistes

exemple, a appliqué d'une façon générale des restrictions des dépenses. Mais une bonne partie des dépenses fédérales prennent la forme de paiements de transfert aux provinces ou à des personnes, ce qui rend les compressions difficiles du point de vue politique.

Néanmoins, le déficit des dépenses fédérales en tant

que pourcentage du produit national brut (PNB) a été réduit sensiblement. En fait, si l'on exclut le coût réel du service de la dette, le « déficit principal » du Canada — l'écart annuel entre les recettes et les dépenses — est tombé du chiffre record de 20,1 milliards de dollars pour l'année financière 1984-1985 à 2 milliards pour 1988-1989. Mais les frais nets de la dette, payables sur la dette cumulative (de 321,1 milliards de dollars à la fin de l'année 1988-1989, ou à 53,6 % du PIB) ont continué de monter.

Une économie vigoureuse

Le secteur privé canadien reste d'une vigueur remarquable malgré une politique monétaire serrée et des positions fermes en matière fiscale de la part des gouvernements fédéral et provinciaux. Les observateurs du monde des affaires attribuent ce fait en partie aux efforts déployés par le gouvernement pour tirer son épingle du jeu du marché — par la dérégulation, la privatisation et la réforme fiscale, ainsi que par un commerce international plus libre. Chaque secteur a connu des développements appréciables résultant de la privatisation de 187 entreprises de la Couronne et de l'Accord canado-américain de libre-échange.

Encouragée en grande partie par un redressement entraîné surtout par les exportations et par une forte expansion des investissements, l'économie canadienne s'est internationalisée elle-même, à partir des niveaux du gouvernement et de l'industrie.